

## ANNEXE 1 AU CCTP - VERIFICATIONS TECHNIQUES REGLEMENTAIRES

### SECTION N°1 – ELECTRICITE

#### INSTALLATIONS ELECTRIQUES

##### Installations et matériels concernés

La liste des équipements à contrôler est présentée dans l'annexe 2 du CCTP.

Les installations concernées sont les matériels fixes ou mobiles mettant en œuvre l'énergie électrique et en particulier :

- les cellules HT,
- les transformateurs,
- les tableaux généraux basse tension (TGBT) Bonne, Haute et Très Haute Qualité,
- les centrales de secours,
- les productions ondulées,
- les réseaux et armoires électriques divisionnaires et de distribution Bonne Qualité (BQ), Haute Qualité (HQ) et Très Haute Qualité (THQ) comprenant l'ensemble des dispositifs présents dans les armoires dont les parafoudres,
- les appareillages électriques : installations d'éclairage, prises de courant,...
- les tableaux électriques des ascenseurs,
- les installations d'éclairage de sécurité des bâtiments,
- les installations électriques extérieures (ex : éclairage),
- les installations photovoltaïques,
- l'appareillage mobile (lampes de bureaux, poste de travail, photocopieurs, machines à café,...),
- Les bornes électriques IRVE (Infrastructure de recharge pour véhicules électriques).

D'une manière générale, toutes les installations électriques depuis la livraison haute-tension jusqu'aux terminaux, y compris les armoires électriques dites GTB ou SSI.

Les installations électriques de cuisine (cuisson, préparation, conservation, etc.) sont hors forfait.

##### Réglementation de référence

Il s'agit des vérifications de sécurité et de conformité des installations électriques conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- Le Code du Travail et notamment l'article R 4226.
- L'arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants.

- 
- Le référentiel APSAD D18 – Installations électriques.
  - la norme française NFC 15-100 relative aux installations électriques basse tension.
  - la norme française NFC 13-200 relative aux installations électriques haute tension.

### **Fréquence des vérifications**

---

La prestation complète a lieu avec une fréquence **annuelle** et correspond à une vérification périodique. Celle-ci rentre dans le cadre des prestations récurrentes du marché.

La prestation de vérification initiale est à considérer dans le cadre des prestations ponctuelles (sur devis en application du bordereau des prix unitaires). Le titulaire par son devoir de conseil, doit indiquer à la CDC/ICDC, si une vérification initiale doit être menée en application de la réglementation selon le contexte d'un site ou d'une installation (mise en service d'une installation ou modification structurelle par exemple).

### **Contenu des rapports**

---

La visite de chaque immeuble donnera lieu à la transmission d'un rapport qui contiendra les résultats des inspections, contrôles, vérifications etc... tels que figurant dans les arrêtés d'application.

En complément des dispositions générales relatives aux rapports de vérifications présentées au présent document, le rapport de vérification des installations électriques comprendra :

- la désignation et la localisation par pièce de chaque appareil contrôlé ;
- les schémas des tableaux généraux basse tension et des armoires divisionnaires ;
- l'examen détaillé des parties d'installations modifiées, particulièrement en ce qui concerne les serrages aux bornes ainsi que la sélectivité des protections ;
- Les certificats Q18 correspondants à chaque visite ;
- La liste exhaustive des dispositifs différentiels et coupures d'urgence testés (avec résultat des tests).

Dans le cadre de ces vérifications périodiques réglementaires, le titulaire s'engage à vérifier les schémas électriques actuels et à signaler, dans ses rapports, s'ils ne sont pas à jour.

La structure du rapport de chaque site (découpage des zones) devra être validée par la CDC/ICDC comme prévu dans le CCTP.

### **Modalités particulières d'exécution des prestations**

---

Pour les coupures électriques et les tests des dispositifs différentiels, la visite pourra se dérouler tôt le matin, le samedi et en plusieurs fois sans que cela ne donne lieu à une rémunération complémentaire.

---

Pour les dispositifs différentiels des salles informatiques ou de toutes les installations ne pouvant être coupées, même hors heures ouvrées, le titulaire devra pouvoir pratiquer des essais de déclenchement sans rupture d'alimentation électrique des équipements par la méthode de contournement de type WATTPASS (nécessitant des appareils de vérifications de type PONTA-MESURE PM3-BS). Cette méthode devra être validée par le titulaire.

Les équipements présentant des défauts de mise à la terre devront être clairement identifiés par leur numéro de série. Pour les équipements d'éclairage et de prises de courant sans numéro de série et dont la localisation est difficile à transcrire, le titulaire indiquera à l'aide d'une pastille autocollante, les équipements non conformes (fourniture à la charge du titulaire).

Le titulaire transmettra les certificats Q18 correspondants à chaque visite.

## **THERMOGRAPHIE INFRAROUGE**

### **Installations et matériels concernés**

Ensemble des installations décrites à l'annexe 2 du CCTP.

### **Réglementation de référence**

Il s'agit des vérifications de sécurité et de conformité des installations électriques conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- Le Code du Travail.
- La réglementation ERP.
- Le référentiel APSAD D19 – Thermographie Infrarouge

### **Fréquence des vérifications**

La thermographie infrarouge rentre dans le cadre des prestations ponctuelles (sur devis en application du bordereau des prix unitaires).

### **Contenu des rapports**

Le rapport de thermographie doit comprendre :

- La liste des armoires électriques ou dispositif contrôlé
- Le nombre d'anomalies relevées (avec photos classique et thermique du dispositif concerné)
- Les certificats Q19

## **INSTALLATIONS DE PROTECTION CONTRE LA Foudre**

### **Installations et matériels concernés**

Les installations concernées sont les paratonnerres.

### **Réglementation de référence**

Le titulaire effectue toutes les vérifications conformément aux normes :

- La réglementation ERP – Arrêté du 25 juin 1980 et notamment les articles EL 19 et PE 4.
- Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

- NFC 17-100.
- NFC 17-102.

### Fréquence des vérifications

---

La vérification des installations contre la foudre a lieu à une fréquence **annuelle**. Cette prestation rentre dans le cadre des prestations récurrentes du marché.

Cette vérification annuelle est de type « complète » en application de l'article 8.6 de la norme NFC 17 102.

Les autres prestations du type, analyse du risque foudre, vérification visuelle 1 mois après impact de foudres rentrent dans le cadre des prestations ponctuelles.

## SECTION N°2 – INCENDIE

### MOYENS DE SECOURS ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

---

#### Installations et matériels concernés

---

La liste des équipements à contrôler est présentée dans l'annexe 2 au CCTP. Les équipements et installations concernés sont :

- les extincteurs,
- les Robinets Incendie Armés (RIA),
- les colonnes sèches et humides,
- les installations d'extinction automatique à eau (sprinkler),
- les installations d'extinction automatique à gaz,
- les systèmes de sécurité incendie (détection incendie, alarme,...),
- les portes et volets coupe-feu ou pare-flammes, les systèmes de détection,
- les équipements de désenfumage,
- les dispositifs d'arrêt automatique des installations de ventilation-climatisation et leurs clapets,
- les couvertures anti-feu (cuisines),
- les documents généraux liés à la sécurité incendie,
- les dispositifs d'alerte,
- les dégagements,...

Il convient d'ajouter à ces installations tous les dispositifs concourant à la sécurité incendie tels que les systèmes de déverrouillage des issues, les plans d'évacuation, la signalisation, etc.

#### Réglementation de référence

---

Le titulaire effectue toutes les vérifications de l'état d'entretien et de fonctionnement des moyens de secours conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- le Code du Travail et notamment l'article R.4224-17 ;

- L'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ; Notamment les articles MS56, MS73 et PE4.
- les normes en vigueur (NFS61-933, NFS61-759, NFS61-919, NFS62-201, NF EN 12845, etc.).
- Référentiel APSAD R4 – Extincteurs portatifs et mobiles.
- Référentiel APSAD R13 – Extinction automatique à gaz
- Référentiel APSAD R5 – Robinets d'incendie armés et postes d'incendie additivés.
- Référentiel APSAD R1 – Extinction automatique à eau de type sprinkler.
- Référentiel APSAD R7 – Détection automatique d'incendie.

### Fréquence des vérifications

---

La prestation complète a lieu avec une fréquence **annuelle**. Cette prestation rentre dans le cadre des prestations récurrentes du marché.

### Contenu des rapports

---

La visite de chaque site donnera lieu à la transmission d'un rapport qui contiendra les résultats des inspections, contrôles, vérifications etc. tels que demandés par la réglementation.

Pour les équipements de désenfumage, le titulaire devra effectuer les mesures des débits de soufflage et d'extraction et les analyser conformément à la réglementation en vigueur.

En complément des dispositions générales relatives aux rapports de vérifications présentées au présent document, le rapport de vérification des installations comprendra :

- Le compte rendu de vérification périodique Q4 (APSAD)
- Le compte rendu de vérification périodique Q13 (APSAD)
- Le compte rendu de vérification périodique Q5 (APSAD)
- Le compte rendu de vérification périodique Q1 (APSAD)
- Le compte rendu de vérification périodique Q7 (APSAD)

### Modalités particulières de réalisation

---

En complément de la vérification triennale décrite à l'article ci-dessous, les SSI de catégorie A et B sont vérifiés **annuellement** conformément aux vérifications prévues dans la norme NFS 61-933.

Pour les équipements de désenfumage, le titulaire devra effectuer les mesures des débits de soufflage et d'extraction et les analyser conformément à la réglementation en vigueur.

En application du CCTP, certaines visites des moyens de secours et SSI sont à réaliser hors heures ouvrées dans le cadre du forfait.

### SSI (TRIENNALE)

---

#### Installations et matériels concernés

---

Dans le cadre des prestations forfaitaires, de nombreux sites sont concernés par cette vérification.

La liste des équipements à contrôler est présentée dans l'annexe 2 au CCTP. Les équipements et installations concernés sont :

- ⊕ les systèmes de sécurité incendie (détection incendie, alarme,...),
- ⊕ les portes et volets coupe-feu ou pare-flammes, les systèmes de détection,
- ⊕ les équipements de désenfumage,
- ⊕ les dispositifs d'arrêt automatique des installations de ventilation-climatisation et leurs clapets.

Il convient d'ajouter à ces installations tous les dispositifs concourant à la sécurité incendie tels que les systèmes de déverrouillage des issues, les plans d'évacuation, la signalisation, etc.

### Fréquence des vérifications

La prestation complète a lieu tous **les trois ans**. Cette prestation rentre dans le cadre des prestations récurrentes du marché.

En application du CCTP, certaines visites des moyens de secours et SSI sont à réaliser hors heures ouvrées dans le cadre du forfait.

## SECTION N°3 – EQUIPEMENTS SOUS PRESSION

### Installations et matériels concernés

La liste des équipements à contrôler est présentée dans le tableau « Détails Equipements Pressions » en Annexe 2 du présent CCTP.

Les installations concernées sont :

- les récipients de gaz,
- les appareils de stockage de gaz comprimés (liquéfiés ou dissous), de vapeurs ou de liquides surchauffés,
- les appareils de production et de stockage d'air comprimé,
- les échangeurs vapeurs des sous-stations de chauffage urbain,
- les installations de production frigorifique.

### Réglementation de référence

Le titulaire effectue toutes les vérifications conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- Arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.
- Cahier Technique Professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression du 23 juillet 2020.

### Fréquence des vérifications

L'inspection périodique définie **tous les 48 mois ou 24 mois** selon la catégorie de l'équipement (régime général ou équipements frigorifiques) rentre dans le cadre des prestations récurrentes.

Les autres prestations relatives aux équipements sous pression indiquées ci-dessous (liste non exhaustive) rentrent dans le cadre des prestations ponctuelles :

- Déclaration et contrôle de mise en service.

- Requalification périodique (généralement tous les 10 ans).
- Etablissement d'un plan d'inspection.
- Etablissement d'un dossier d'exploitation
- Etc.

Le titulaire se doit d'appliquer pour celles-ci, le contenu des prestations demandées dans l'arrêté du 20 novembre 2017 et/ou dans le cahier technique professionnel du 23 juillet 2020.

### **Modalités particulières d'exécution des prestations**

---

Au titre du marché, le titulaire doit gérer l'échéancier des requalifications des équipements et avertir la CDC/ICDC à l'approche d'une date d'échéance. A titre d'information les dates de la plupart des requalifications à prévoir sont présentées dans le tableau « Détails Equipements Pression » en Annexe 2 du CCTP.

Chaque année, les inspections périodiques devront être réalisées durant le premier semestre.

## **SECTION N°4 – ASCENSEURS, MONTE-CHARGES, EPMR ET ESCALIERS MECANIQUES**

### **ASCENSEURS, MONTE-CHARGES ET EPMR**

---

#### **Installations et matériels concernés**

---

Les installations concernées sont les ascenseurs, monte-charges et élévateurs de personne n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s.

La liste des équipements à contrôler est présentée dans le tableau « Détails Ascenseurs » en Annexe 2 du CCTP.

#### **Réglementation de référence**

---

Le titulaire effectue toutes les vérifications conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- Code de la Construction et de l'Habitation, notamment l'article R125-2.
  - Code du Travail, notamment l'article R 4323-23.
  - Arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs.
-

- Arrêté du 29 décembre 2010 relatif aux vérifications générales périodiques portant sur les ascenseurs et les monte-charges ainsi que sur les élévateurs de personnes n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s, installés à demeure, et modifiant l'arrêté du 1er mars 2004 modifié relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage
- Décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'habitation.
- L'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ; Notamment l'article AS9.

### Fréquence des vérifications des ascenseurs et monte-charge

---

Les prestations ci-dessous rentrent dans le cadre des prestations récurrentes :

- La vérification périodique complète a lieu avec une fréquence **annuelle**.
- Le contrôle technique (Code de la Construction et de l'Habitation) est réalisé tous les **cinq ans**.
- Le contrôle technique (arrêté du 25 juin 1980) est réalisé tous les **cinq ans** (pour les établissements ERP du 1<sup>er</sup> groupe).

Les autres prestations rentrent dans le cadre des prestations ponctuelles.

## ESCALIERS MECANIQUES

---

### Installations et matériels concernés

---

Les installations concernées sont les escaliers mécaniques.

### Réglementation de référence

---

Le titulaire effectue toutes les vérifications conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- Le Code du Travail et notamment l'article R.4224-12 et R4322-1.
- L'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP). Notamment l'article AS 10.

### Fréquence des vérifications des ascenseurs et monte-charge

---

Les prestations ci-dessous rentrent dans le cadre des prestations récurrentes :

- La vérification périodique complète a lieu avec une fréquence **annuelle**.

Son contenu respecte celui de la réglementation ERP même si les immeubles concernés sont soumis au Code du Travail.

Les autres prestations dont la vérification semestrielle des chaînes et crémaillères rentrent dans le cadre des prestations ponctuelles.



## SECTION N°5 – PORTES AUTOMATIQUES

### Installations et matériels concernés

La liste des équipements à contrôler est présentée dans le tableau « Détails Portes Automatiques » en Annexe 5 au présent CCTP.

Les installations concernées sont :

- les portes et portails automatiques et semi-automatiques « garage » ;
- les portes automatiques et semi-automatique « piétons » ;
- les barrières levantes automatiques et semi-automatiques ;
- les rideaux motorisés.

**En complément des équipements ci-dessus, et pour l'entité ICDC uniquement,** les équipements tels que sas à unicité de passage, tripodes ou autres dispositifs de contrôle d'accès sont à prendre en compte dans le cadre des prestations récurrentes.

Il est précisé que les portes automatiques font l'objet de contrats d'entretien auprès d'une entreprise spécialisée avec des vérifications semestrielles de bon fonctionnement.

### Réglementation de référence

Le titulaire effectue toutes les vérifications conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- Le Code du Travail et notamment l'article R.4224-12.
- L'arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux portes et portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail,

### Fréquence des vérifications

La vérification a lieu avec une fréquence **annuelle** et rentre dans le cadre des prestations récurrentes.

## SECTION N°6 – APPAREILS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION

### Installations et matériels concernés

La liste des équipements à contrôler est présentée dans le tableau « Détails Levage » en dans l'annexe 2 du CCTP.

Les installations concernées sont :

- les chariots élévateurs montés ou accompagnés,
- les plates-formes élévatrices,
- les transpalettes,
- les treuils,
- les nacelles,
- ...

---

**Réglementation de référence**

---

Le titulaire effectue toutes les vérifications conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- Le Code du Travail et notamment les articles R4323-23 à R4323-28.
- l'arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage et la circulaire DRT N° 2005-04 du 24 mars 2005 relative à l'application de l'arrêté.

---

**Fréquence des vérifications**

---

La vérification a lieu avec une fréquence **semestrielle** et rentre dans le cadre des prestations récurrentes.

## SECTION N°7 – MACHINES ET EQUIPEMENTS DE TRAVAIL

---

**Installations et matériels concernés**

---

La liste des équipements à contrôler est présentée dans le tableau « Détails Machines » en Annexe 2 du CCTP.

Les installations concernées sont :

- les machines dangereuses au sens de la réglementation : compacteurs à déchets, les presses mécaniques ou hydrauliques, les massicots et les centrifugeuses,
- d'autres machines présentant un risque particulier.

---

**Réglementation de référence**

---

Le titulaire effectue toutes les vérifications conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- l'arrêté du 5 mars 1993.

---

**Fréquence des vérifications**

---

La vérification rentre dans le cadre des prestations récurrentes, et a lieu avec une fréquence :

- annuelle pour les sites du lot 1 ;
- trimestrielle pour les autres sites.

## SECTION N°8 – EQUIPEMENTS DE PROTECTION

---

**Installations et matériels concernés**

---

La liste des équipements à contrôler est présentée dans les fiches sites en Annexe 2 du CCTP. Les matériels concernés sont :

- les points d'ancrage de sécurité implantés sur les sites, y compris les lignes de vie.
- les échelles d'accès, escabeaux et plateformes mobiles.
- Les grilles caillebotis avec risque de chute en hauteur.

### Réglementation de référence

---

Le titulaire effectue toutes les vérifications de l'état d'entretien des points d'ancrage et lignes de vie conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- Le Code du travail et notamment les articles R.4323-99 à R.4323-103,
- l'arrêté du 19 mars 1993,
- Recommandation R.430 de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés

### Fréquence des vérifications

---

La vérification a lieu avec une fréquence **annuelle** et rentre dans le cadre des prestations récurrentes.

## SECTION N°9 – THERMIE ET COMBUSTIBLE

### CHAUDIERES / PUISSANCE UTILE > 400 kW ET < 20 MW (Y COMPRIS ICPE 2910)

---

#### Installations et matériels concernés

---

Les installations concernées sont les chaudières dont la puissance est supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW. La liste des chaudières à contrôler est présentée dans les fiches sites en Annexe 2 du CCTP.

#### Réglementation de référence

---

Le titulaire effectue un contrôle d'efficacité énergétique et des émissions polluantes conformément à :

- Code de l'Environnement notamment les articles R224-31 à R224-41 et R512-55 à 60.
- l'arrêté du 2 octobre 2009 ;
- Décret n°2009-648 du 9 juin 2009,

#### Fréquence des vérifications

---

**Le contrôle d'efficacité énergétique** (y compris rejets aqueux) doit être réalisé selon les fréquences ci-dessous. Cette prestation rentre dans le cadre des prestations récurrentes.

- Tous les 3 ans si la puissance totale de la chaufferie est comprise entre 400 kW et 5 MW.
- Tous les 2 ans si la puissance totale de la chaufferie est supérieure 5 MW.

**Les mesures de rejets atmosphériques** doivent être réalisées selon la fréquence ci-dessous. Cette prestation rentre dans le cadre des prestations récurrentes.

- Tous les 3 ans si la puissance totale de la chaufferie est supérieure à 1 MW (ICPE 2910).

**Le contrôle périodique défini à l'article L512-11 du Code de l'environnement** doit être réalisé selon la fréquence ci-dessous. Cette prestation rentre dans le cadre des prestations récurrentes.

- Tous les 5 ans si la puissance totale de la chaufferie est supérieure à 1 MW (ICPE 2910).

## GROUPES ELECTROGENES > 1MW (ICPE)

### Installations et matériels concernés

Les installations concernées sont les installations de groupes électrogènes d'une puissance thermique totale supérieure à 1 MW, soumis à déclaration ICPE N°2910.

La liste des groupes à contrôler est présentée dans les fiches sites en Annexe 2 du CCTP.

### Réglementation de référence

Le titulaire effectue toutes les vérifications conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- Code de l'Environnement notamment les articles R224-31 à R224-41 et R512-55 à 60.
- l'arrêté du 25 juillet 1997 modifié par l'arrêté du 26 août 2013, relatif aux prescriptions générales des ICPE soumis à déclaration au titre de la rubrique N°2910 Combustion.

### Fréquence des vérifications

**Les mesures de rejets atmosphériques** doivent être réalisées selon la fréquence ci-dessous. Cette prestation rentre dans le cadre des prestations récurrentes.

- Tous les **3 ans** si la puissance totale de l'installation est supérieure à 1 MW (ICPE 2910).

**Le contrôle périodique défini à l'article L512-11 du Code de l'environnement** doit être réalisé selon la fréquence ci-dessous. Cette prestation rentre dans le cadre des prestations récurrentes.

- Tous les **5 ans** si la puissance totale de l'installation est supérieure à 1 MW (ICPE 2910).

## ALIMENTATIONS GAZ

### Installations et matériels concernés

La liste des équipements à contrôler est présentée dans les fiches sites en Annexe 2 du CCTP.

Les installations concernées sont les installations de distribution en gaz, les locaux d'utilisation et les appareils d'utilisation :

- Chaudières gaz

### Réglementation de référence

Le titulaire effectue toutes les vérifications conformément à :

- l'article 8 de la Norme NF EN 1775 - Octobre 2007 - P 45-200 - Alimentation en gaz -Tuyauteries de gaz pour les bâtiments - Pression maximale de service inférieure ou égale à 5 bar - Recommandations fonctionnelles
- Le Code du Travail et notamment l'article R.4224-17.
- L'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ; Notamment les articles GZ30 et PE4.

### Fréquence des vérifications

La vérification a lieu avec une fréquence **annuelle** et rentre dans le cadre des prestations récurrentes.

## SECTION N°10 – CLIMATISATION

### SYSTEME THERMODYNAMIQUE

#### Installations et matériels concernés

La liste des équipements à contrôler est présentée dans le tableau « Détails Climatisation » en Annexe 2 du CCTP.

Les installations concernées sont les systèmes thermodynamiques (climatiseur, groupe frigorifique, PAC, etc) si la somme des puissances nominales sur un bâtiment est supérieure à 70 kW.

#### Réglementation de référence

Le titulaire effectue toutes les vérifications conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- Le code de l'Environnement, notamment les articles R224-45-1 à 9
- L'arrêté du 24 juillet 2020 relatif à l'inspection périodique des systèmes thermodynamiques et des systèmes de ventilation combiné à un chauffage dont la puissance nominale utile est supérieure à 70 kilowatts

#### Fréquence des vérifications

Le **contrôle périodique défini à l'article R224-45 du Code de l'environnement** doit être réalisé selon la fréquence ci-dessous. Cette prestation rendue dans le cadre des prestations récurrentes.

- Tous les 5 ans

**Pour les sites concernés, cette prestation sera à réaliser la 1<sup>ère</sup> année du marché.**

En complément, le titulaire doit prévoir lors de ce même contrôle, la fourniture et mise en place du livret CVC. Son contenu devra être conforme aux exigences de l'arrêté du 21 juillet 2020. Le titulaire doit compléter l'ensemble des informations présentes dans ce document.

### CONTENANCE FLUIDE FRIGORIGENE (ICPE DECLARATION 1185)

#### Installations et matériels concernés

La liste des équipements à contrôler est présentée dans le tableau « Détails Climatisation » en Annexe 2 du CCTP.

Les installations concernées sont les systèmes de climatisation et les pompes à chaleur réversibles dont la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 300 kg (rubrique ICPE n°4802 devenue la rubrique n°1185 à compter du 25 octobre 2018).

#### Réglementation de référence

Le titulaire effectue toutes les vérifications conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- Code de l'Environnement dont notamment les articles R512-55 et R512-60,
- le Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018,

- l'Arrêté du 04 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n°4802 (rubrique devenue la rubrique n°1185 à compter du 25 octobre 2018).

### Fréquence des vérifications

---

**Le contrôle périodique défini à l'article L512-11 du Code de l'environnement** doit être réalisé selon la fréquence ci-dessous. Cette prestation rend dans le cadre des prestations récurrentes.

- Tous les 5 ans si ICPE 1185.

### Prestations complémentaires pour l'entité ICDC

---

Le contrôle des systèmes de détection des fuites sera à intégrer dans le marché concernant les installations assujetties à l'arrêté du 2 avril 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration.

Le contrôle des systèmes de détection des fuites est annuel.

## SECTION N°11 – SECURITE ET SANTE AU TRAVAIL

### EXPOSITION DES TRAVAILLEURS AUX CHAMPS ELECTROMAGNETIQUES

---

#### Installations et matériels concernés

---

Ces prestations rentrent dans le cadre des prestations récurrentes et ponctuelles pour l'entité ICDC.

Ces prestations rentrent dans le cadre des prestations ponctuelles pour l'entité CDC.

#### Réglementation de référence

---

Le titulaire effectue toutes les vérifications conformément aux textes suivants :

- Code du Travail et notamment l'article R4453-6.
- Décret n° 2016-1074 du 3 août 2016 relatif à la protection des travailleurs contre les risques dus aux champs électromagnétiques.
- Directive 2013/35/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (champs électromagnétiques).
- Recommandation du Conseil du 12 juillet 1999 relative à la limitation de l'exposition du public aux champs électromagnétiques (de 0 Hz à 300 GHz) (1999/519/CE).

#### Fréquence des vérifications

---

Pour le lot 5, cette vérification annuelle rentre dans le cadre des prestations récurrentes.

### EXPOSITION DES TRAVAILLEURS AUX « LUMIERES BLEUES »

---

#### Installations et matériels concernés

---

Ces prestations rentrent dans le cadre des prestations récurrentes et ponctuelles pour l'entité ICDC.

Ces prestations rentrent dans le cadre des prestations ponctuelles pour l'entité CDC.

#### Réglementation de référence

---

Le titulaire effectue toutes les vérifications conformément aux textes suivants :

- Code du Travail

---

---

### Fréquence des vérifications

---

Pour le lot 5, cette vérification annuelle rentre dans le cadre des prestations récurrentes.

## AMIANTE

---

### Sites concernés

---

Quatre cas de figures sont à distinguer :

- **Cas n°1** : les immeubles où la CDC a fait réaliser des DTA qui ont révélé la présence d'amiante (Annexe 2 du CCTP, Détails amiante),
- **Cas n°2** : les immeubles où la CDC/ICDC a fait réaliser des DTA qui n'ont pas révélé la présence d'amiante,
- **Cas n°3** : les immeubles où la CDC/ICDC est locataire, ou Copropriétaire, et n'est pas directement responsable de ce suivi. Ces immeubles ne sont concernés qu'en cas de demande ponctuelle hors forfait.
- **Cas n°4** : les immeubles construits après 1997 et non concernés par cette section.

### Réglementation de référence

---

Les prestations attendues sont celles prévues par le Code de la Santé Publique, articles R1334-14 à R1334-29-9, modifié par Décret 2011-629 du 03 juin 2011.

Dans le cas n°1, le titulaire effectue dans le cadre des prestations récurrentes :

- toutes les vérifications permettant d'observer l'évolution de l'état de conservation de l'amiante sur un site conformément à la réglementation en vigueur,
- ou l'examen visuel des surfaces traitées, dans le cas de travaux réalisés depuis la précédente vérification,
- la mise à jour correspondante du DTA.
- Le repérage complémentaire (si non réalisé) des composants de la liste B n'ayant pas fait l'objet d'un repérage préalable (cf. article 4 du décret du 3 juin 2011)

Dans les cas n°2, n°3 et n°4, les prestations rentrent dans le cadre des prestations ponctuelles.

### Fréquence des vérifications

---

Les vérifications ont lieu tous les **trois ans**.

### Prestations hors-forfait

---

En dehors des prestations forfaitaires listées ci-avant, la CDC/ICDC commandera en fonction des besoins, sur la base du Bordereau de Prix Unitaires (BPU) :

- les prestations de repérages complémentaires éventuellement nécessaires,
  - les prélèvements, analyses, mesures d'empoussièrement,
  - les examens visuels de surfaces traitées,
-



- les évaluations périodiques de l'état de conservation,
- les diagnostics avant travaux.

## **PROTECTION DES TRAVAILLEURS CONTRE LES RISQUES DUS AUX RAYONNEMENTS IONISANTS**

---

### **Installations et matériels concernés**

---

Ces prestations rentrent dans le cadre des prestations ponctuelles et concernent l'ensemble du patrimoine de la CDC/ICDC.

### **Réglementation de référence**

---

Le titulaire effectue toutes les vérifications conformément aux textes suivants :

- Décret n°2018-437 du 4 juin 2018 relatif à la protection des travailleurs contre les risques dus aux rayonnements ionisants.
- NF ISO 11665-8

L'analyse comprend obligatoirement :

- Une étude préalable du site
- La mise en place d'un dosimètre par tranche de 200 m².
- Une période de mesure d'au minimum 2 mois
- La remise d'un rapport de dépistage comprenant les PV des laboratoires d'analyse.

Les conditions de réalisation du dépistage doivent être conformes à la norme NF ISO 11665-8.

### **Fréquence des vérifications**

---

Le marché ne prévoit pas de prestations récurrentes sur ce poste. Des interventions dans le cadre de prestations ponctuelles pourront cependant être menées durant ce présent marché.

## **DIAGNOSTIC PLOMB AVANT TRAVAUX**

---

### **Installations et matériels concernés**

---

Ces prestations rentrent dans le cadre des prestations ponctuelles et concernent l'ensemble du patrimoine de la CDC/ICDC.

### **Réglementation de référence**

---

Le titulaire effectue toutes les vérifications conformément aux textes suivants :

- NF X 46-031
- Arrêté du 19 août 2011

### **Fréquence des vérifications**

---

Le marché ne prévoit pas de prestations récurrentes sur ce poste. Des interventions dans le cadre de prestations ponctuelles pourront cependant être menées durant ce présent marché.

## **ANALYSE DE LA QUALITE DE L'AIR DES LOCAUX**

---

### **Installations et matériels concernés**

---

Ces prestations rentrent dans le cadre des prestations récurrentes et ponctuelles pour l'entité ICDC.

Ces prestations rentrent dans le cadre des prestations ponctuelles pour tous les lots, sauf pour le lot 4 où un contrôle annuel doit avoir lieu sur chacun des sites.

### **Réglementation de référence**

---

Le titulaire effectue toutes les vérifications conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- Code du travail et notamment les articles R.4222-10 et R.4412-149.

L'analyse porte obligatoirement sur :

- Les paramètres physico-chimiques (Température, humidité relative, particules PM10, particules PM2,5, dioxyde de carbone et monoxyde de carbone)
- Les paramètres microbiologiques (flore totale, staphylocoques pathogènes Entérobactéries, Flore fongique).
- Les polluants gazeux (benzène, formaldéhyde, Composés Organiques Totaux (COVt) et acarien).

### **Fréquence des vérifications**

---

Les vérifications ont lieu tous les **ans**.

## **ANALYSE D'EAU**

---

### **Installations et matériels concernés**

---

Le titulaire doit tous les ans, les analyses de potabilité suivantes :

- 3 analyses potabilités D1 sur les arrivées générales d'eau du site d'Arcueil (Arcueil 2).
  - 3 analyses potabilités D1 au niveau des fontaines réseau d'Arcueil (1 sur Arcueil 1, 1 sur Arcueil 2 et 1 sur Arcueil 3).
  - 3 analyses de potabilité pour le site Amédée Saint Germain (2 pour les bâtiments et 1 pour le restaurant).
  - 4 analyses Legionella au niveau des douches sur Arcueil 1 et 2 (3 sur Arcueil 1 et 1 sur Arcueil 2).
-

---

### Fréquence des vérifications

---

Les vérifications ont lieu tous les **ans**.